

En fait, madame le Président, quand le gouvernement Reagan a pris le pouvoir, il a notamment commencé par étudier la déduction pour amortissement instaurée par le gouvernement libéral du Canada, en vue d'instaurer une mesure semblable pour permettre à l'industrie américaine de fonctionner à pleine capacité.

* * *

LES MINES

L'INCIDENCE DES IMPORTATIONS D'ACIER

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. J'ai posé une question à ce sujet la première fois au ministre d'État chargé des mines le 27 octobre dernier quand je lui ai demandé instamment d'examiner la situation de notre sidérurgie et de nos aciéries, surtout à la mine Adams de Kirkland Lake qu'on menaçait de fermer pour une période de trois mois. Le même problème se pose aujourd'hui. Il se pratique du dumping au Canada car les importations sont au-dessus du prix courant. Que va faire le premier ministre pour que ces milliers de Canadiens retournent au travail et pour assurer la relance de nos aciéries?

L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)): Madame le Président, nous avons un problème de surproduction de minerai de fer. Je suis persuadé que le député est au courant de cette situation. Sauf erreur, je crois qu'on rappelle au travail les gens de sa région. Cette mine est l'une des plus productives du Canada.

* * *

● (1440)

LES FORÊTS

LES INCENDIES FORESTIERS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement de qui relève le Service canadien des forêts. Il sait que les pires incendies forestiers à survenir depuis des décennies dévastent actuellement la Colombie-Britannique. Cette province a déjà perdu cette année quelque 45,000 hectares boisés ce qui est un fait sans précédent qui dépasse la moyenne d'environ 80 p. 100. La Colombie-Britannique a-t-elle demandé au ministre de lui venir en aide? D'autre part, lui-même ou ses collaborateurs ont-ils offert leur aide à cette province pour qu'elle puisse lutter contre cette menace?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement): Madame le Président, l'Inter-Agency Fire Centre de Winnipeg s'occupe de surveiller la situation. On m'apprend que la Colombie-Britannique n'a pas encore demandé l'aide de ce centre des incendies. Toutefois, le centre a identifié des sources éventuelles d'aide au Canada et aux États-Unis au cas où une demande de ce genre serait faite.

Questions orales

LES ENQUÊTES SUR L'ORIGINE POSSIBLEMENT CRIMINELLE DE CERTAINS INCENDIES

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Madame le Président, dans la région de Hudson Hope, une des trois principales régions de la Colombie-Britannique qui sont actuellement ravagées par les flammes, la Gendarmerie royale effectuerait actuellement certaines enquêtes pour se rendre compte si certains incendies dans cette région ne seraient pas d'origine criminelle. Le ministre est-il au courant de ces enquêtes? Et tandis qu'il y est, à propos d'une autre question, peut-il me dire quelle a été la réponse de la Colombie-Britannique à l'offre faite dans le budget fédéral des deux avions-citernes de Canadair pour le prix d'un seul?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement): Madame le Président, ma réponse à la première partie de la question est non, je ne savais pas que la Gendarmerie royale faisait une enquête. Quant à la seconde question, je m'entretiendrai avec le ministre de la Colombie-Britannique pour discuter entre autres de cette question la semaine prochaine, je crois. Je ne sais pas exactement à quelle date, mais on a demandé un entretien qui aura lieu sous peu.

* * *

LE PROGRAMME DE RELANCE DE L'AIDE À L'EMPLOI

LES RÉPERCUSSIONS SUR LES EMPLOYÉS NOMMÉS POUR UNE PÉRIODE DÉTERMINÉE À LA BASE DES FORCES CANADIENNES DE BORDEN

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi. Compte tenu d'une conversation récente entre son bureau et le mien au sujet des employés nommés pour une période déterminée qui n'ont pas été rappelés au travail à la base des Forces canadiennes de Borden, et compte tenu du fait que leur emploi a été offert à des prestataires du bien-être social qui, dans bien des cas, ne se présenteraient pas au travail, le ministre avouera-t-il maintenant à la Chambre que son semblant de programme de création d'emplois est en fait, pour ce qui concerne les bases du ministère de la Défense nationale, un programme de substitution d'emplois?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je me réjouis fort de ce que le député soit en rapport avec notre ministère. Je suis heureux qu'il s'entretienne du programme avec quelqu'un. Mais il est malheureux qu'il n'en ait pas appris davantage au sujet du programme et qu'il ne sache pas que nous avons approuvé jusqu'à maintenant quelque 50,000 emplois dans tout le Canada. Ces emplois ne sont pas à l'intention des simples prestataires du bien-être social, mais en fait des Canadiens dont les prestations d'assurance-chômage sont épuisées et qui n'ont donc pas seulement perdu leur emploi mais aussi leur revenu. Voilà pourquoi on leur a accordé une certaine priorité. Non seulement ces gens se trouvent dans une situation des plus graves et des plus pénibles, mais ils ont en outre perdu la protection et la sécurité que leur procure la loi sur l'assurance-chômage.